



CDEN Lozère Vendredi 9 novembre 2018

Madame la Présidente,
Madame la Préfète,
Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le verdict est tombé, loin des effets de manche, des postes sont supprimés dans les ministères qui prennent en charge la jeunesse :

- - 1 800 postes dans l'Education nationale,
- - 50 dans l'enseignement agricole (ce qui représente une suppression similaire à celle de l'Éducation Nationale),

La coupe est franche et nette.

Même l'Enseignement Supérieur n'est pas préservé. L'augmentation de son budget est en trompe l'œil : les 500 millions d'euros seront insuffisants au regard des moyens nécessaires pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés : accompagnement des étudiants, ouverture des places nécessaires, reconnaissance des personnels.

Ce budget 2019 marque symboliquement une rupture dans la politique gouvernementale. L'Education de la jeunesse n'est plus aujourd'hui la priorité.

C'est un très mauvais signal envoyé à la Nation quant à l'attention portée à son école. C'est un très mauvais signal adressé aux personnels quant à la compréhension par l'exécutif de leurs conditions de travail actuelles. Ils sont d'ailleurs loin d'être rassurés après les premières annonces de l'exécutif en réaction à la vague de témoignages sur les difficultés lourdes que l'on peut rencontrer dans l'exercice quotidien des métiers de l'Éducation.

Les suppressions de postes programmées sont inquiétantes pour la prochaine rentrée et encore plus pour les années suivantes.

Notre ministère contribuera pour 40% aux 4500 emplois supprimés dans la Fonction publique d'État en 2019. Le « cap » présidentiel, c'est une diminution de 50 000 fonctionnaires d'État à la fin du quinquennat.

Après le recours aux heures supplémentaires imposées aux collèges et lycées pour compenser les suppressions de postes, à quelle autre mesure les personnels doivent-ils s'attendre ? Après le retour du travailler plus pour gagner plus, devons-nous à nouveau craindre pour les RASED, pour l'année de stagiaire, qui n'a réussi qu'à récupérer un mi-temps de formation, pour les recrutements si difficiles à réamorcer depuis l'ère Sarkozy ?

Depuis mai 2017, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les personnels (retour du jour de carence, report du PPCR, gel du point d'indice, volonté d'individualisation des rémunérations et développement du mérite, objectif d'augmenter le recours aux contrats, velléité de réduction des prérogatives des instances paritaires) en forgeant leur conviction que le gouvernement les perçoit avant tout comme figés, corporatistes, coûteux, et souhaite avant tout les bousculer. Quant à leur expertise et leur professionnalisme, ils semblent être dissous dans la confiance conjuguée à sens unique par notre ministre.

De grands dossiers sont ouverts ou prévus, notamment par l'agenda social. L'UNSA-Éducation a plusieurs fois exprimé ses attentes et sa volonté de faire des propositions qui savent conjuguer progrès pour l'École et progrès pour les personnels. Le contexte global de défiance pèse de plus en plus sur les perspectives portées par l'agenda social.

En mai 2017, pour l'UNSA-Éducation, nous avons partagé l'immense défi politique et l'immense responsabilité alors posées au Président nouvellement élu. Il devait regrouper et consolider une nation qui n'a plus confiance en son avenir commun, qui se fracture et est prête à renverser la table. L'École est au cœur de la promesse républicaine. Elle veut être un fantastique levier de progrès social. C'est la motivation de fond du million de personnels mobilisés tous les jours pour la faire vivre.

Le CDEN réuni aujourd'hui fera le bilan de la rentrée 2018 dans les écoles et collèges de Lozère.

Dans le 1^{er} degré, les effectifs se maintiennent par rapport à la rentrée dernière, enregistrant 6 élèves supplémentaires. Des interrogations demeurent quant aux moyens proposés aux écoles dont les effectifs ont augmenté depuis la rentrée... Les solutions évoquées lors du CTSD de rentrée ne sont pas toujours mises en place, ou trop partiellement (Prunières, Villefort). Les débats à suivre nous permettront d'aborder ces problèmes.

Les collèges quant à eux voient leurs effectifs augmenter de 66 élèves. Soulignons la poursuite de la progression pour les « petits » établissements tels que Le Bleynard, Meyrueis, St Etienne Vallée Française.

L'année dernière nous dénoncions dans cette instance la suppression des aides à la direction d'école. Aucune solution pérenne n'est venue soulager les directrices et directeurs plus que jamais submergés par les tâches administratives. Ces collègues ont de plus en plus l'impression de passer à côté de ce qui doit être au cœur de leur mission de direction : le travail en équipe autour de projets au service de leurs élèves.

La situation de la médecine scolaire dans notre département reste toujours un grand sujet de préoccupation : il n'y a toujours pas de médecin scolaire nommé dans notre département.

C'est pour toutes les craintes évoquées ci-dessus pour la rentrée 2019, et pour la fragilité des situations évoquées pour l'année en cours, que l'UNSA-Education appelle les personnels de l'Education Nationale, ensemble en grève, à exprimer leur exigence d'un changement de cap et de méthode pour être associés, reconnus et soutenus.

Je vous remercie pour votre attention.